

Grain de Sable n° 558

3 août 2006

LE LIBRE-ECHANGISME SUR LA SELLETTE

Le GDS part en vacances et revient le premier mercredi de septembre. En attendant, vous pouvez nous retrouver à la septième Université d'été d'Attac du 25 au 29 août à Poitiers. http://www.france.attac.org/r932

1.- LE LIBRE-ECHANGISME SUR LA SELLETTE
La suspension sine die des négociations du cycle de Doha, dit « du développement », de l'Organi-sation mondiale du commerce (OMC), annoncée à Genève le 24 juillet dernier par son directeur général, M. Pascal Lamy, est-elle une bonne ou une mauvaise nouvelle ?
http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-08-02-omc
Le Monde diplomatique

2.- SUSPENSION DES NEGOCIATIONS A L'OMC :
UNE OUVERTURE POUR L'INSTAURATION DE REGLES COMMERCIALES DEDIEES AU DEVELOPPEMENT ET AUX DROITS
A l'OMC, les négociations viennent d'être interrompues sine die.
Officiellement tout entier dédié "au développement", l'agenda de Doha n'aura pourtant jamais eu d'autre ambition que de parvenir à une libéralisation commerciale toujours plus grande. A aucun moment le contenu des accords n'a fait l'objet d'analyse d'impact en matière économique, écologique et social.
Commission OMC-AGCS d'Attac France

1.- LE LIBRE-ECHANGISME SUR LA SELLETTE

La suspension sine die des négociations du cycle de Doha, dit « du développement », de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), annoncée à Genève le 24 juillet dernier par son directeur général, M. Pascal Lamy, est-elle une bonne ou une mauvaise nouvelle ?

Une très mauvaise nouvelle, à en croire les médias dominants qui versent des larmes de crocodile sur le sort des pays pauvres prétendument affectés par la non conclusion d'un accord qui aurait facilité l'accès de leurs productions aux marchés des pays riches.

Pour comprendre l'imposture de ce discours, il faut d'abord démonter ses présupposés :

- Le premier, qui fonde tous les autres, est que l'ouverture totale des marchés, le libre-échangisme sans limites, serait bénéfique à tous, pays et populations pauvres et riches. Les pays non industrialisés, mais qui voudraient le devenir, auraient, nous dit-on, tout à gagner à abaisser leurs barrières tarifaires aux produits industriels et aux services fournis par des firmes transnationales du Nord dont la productivité est sans commune mesure avec celle des entreprises locales.

Ce n'est pas seulement le simple bon sens qui invalide une telle allégation, c'est aussi l'expérience. Les pays les plus fréquemment cités comme des « success stories » en la matière (la Corée, Taïwan) ont fait exactement l'inverse : ils ont bâti leur industrialisation sur la protection de leur marché intérieur, de manière à permettre à leurs industries naissantes de ne pas être étouffées dans l'œuf.

- Le deuxième est qu'il existerait un marché mondial des produits agricoles. C'est faux : plus de 90 % des produits agricoles sont consommés sur place. Seuls moins de 10 % sont exportés, pour une bonne part dans des conditions en totale violation des principes libre-échangistes. Aussi bien l'Union européenne (UE), via la politique agricole commune (PAC), que les Etats-Unis subventionnent massivement leurs exportations dans ce domaine, causant la ruine des petits producteurs des pays du Sud, en particulier des cotonniers d'Afrique de l'Ouest.

- Le troisième est la confusion délibérément entretenue quant à l'accès des produits agricoles des pays du Sud aux marchés développés. On nous présente cet accès comme un facteur de développement, d'où l'hypocrite désignation du Cycle de Doha. De quel accès s'agit-il ? Non pas des produits de l'agriculture paysanne, destinés à la consommation familiale ou locale, mais bien de ceux de la grande agriculture productiviste, de l'agro-business. Cette dernière ne change pas de nature au motif qu'elle serait de nationalité brésilienne ou argentine, surtout quand on sait qu'elle est souvent entre les mains de transnationales américaines ou européennes implantées sur place.

- La quatrième est la référence constante des médias, notamment économiques et financiers, aux gouvernements des pays du Sud

pour tenter de culpabiliser les opposants au libre-échange. Or nombre de ces gouvernements, celui du Brésil en tête, lorsqu'ils s'expriment à l'OMC, sont les porte-parole non pas des intérêts de leurs petits paysans, mais de ceux de l'agro-business. Ces gouvernements réclament à juste titre la suppression totale des subventions aux exportations, acquise pour 2013, mais, dans une logique strictement libérale, ils s'opposent aux revendications de sécurité et de souveraineté alimentaires, donc de protection aux importations, que défendent les organisations paysannes du Nord comme du Sud regroupées dans La Via Campesina.

Une fois effectués ces rappels, on peut analyser l'échec de Genève et en tirer quelques enseignements. Une « réussite » du Cycle de Doha supposait un compromis global entre l'UE et les Etats-Unis, d'une part, et les grands pays émergents (Brésil, Inde, etc.) d'autre part : les premiers supprimaient leurs subventions aux exportations agricoles, et les seconds abaissaient leurs barrières douanières aux importations de produits industriels, ainsi qu'aux fournisseurs de services (assurances, banques, notamment) par le biais de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Dans tous les cas, il s'agissait essentiellement de satisfaire les revendications des grandes firmes transnationales des secteurs en question, et nullement, comme le dit la propagande libérale, de défendre les consommateurs.

Dès lors qu'un accord ne pouvait être conclu sur l'agriculture, c'est l'ensemble du « deal » qui capotait. C'est ce qui s'est passé en raison de l'attitude intransigeante de Washington : à quelques mois des élections de novembre au Congrès – où les républicains craignent de perdre le contrôle des deux Chambres -, le gouvernement Bush ne pouvait se permettre de s'aliéner les suffrages des « farmers ». Le commissaire européen chargé du commerce, M. Peter Mandelson, était, lui, disposé à aller très loin, et même au-delà de son mandat de négociation, dans la réduction des tarifs douaniers sur les produits agricoles afin de favoriser la percée des transnationales européennes dans les pays « émergents ». Avec comme conséquence inévitable la disparition d'un nombre accru d'exploitations, et une concentration supplémentaire du secteur. Dans la plupart des pays membres (mais pas en France), ce secteur « pèse » en effet beaucoup moins en termes politiques que les grands lobbies de l'industrie et des services.

L'échec des négociations de l'OMC a été bien accueilli par le gouvernement français et par les mouvements paysans et altermondialistes, mais pas du tout pour les mêmes raisons. Le ministre de l'agriculture, M. Dominique Bussereau, pourra se prévaloir du maintien du statu quo auprès de ses amis de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Les seconds y voient un coup de frein à la généralisation de la logique du libre-échange. Car c'est bien de cela qu'il s'agit en dernière instance.

On objectera à juste titre que les Etats et ensembles d'Etats les plus puissants peuvent, par des traités bilatéraux, obtenir des Etats plus faibles ce qui leur a été refusé par

des décisions multilatérales à l'OMC, et même davantage. Washington joue ouvertement cette carte, et l'UE s'apprête à le faire également. La grande différence est que, dans ce dernier cas, les acteurs en présence sont bien identifiés et permettent des mobilisations populaires ciblées. Par exemple contre le traité de libre-échange signé, mais non encore ratifié, entre les Etats-Unis et le Pérou. Il est plus difficile de désigner clairement l'adversaire derrière un accord global à l'OMC.

La lutte contre l'idéologie libre-échangiste, qui place l'expansion du commerce au-dessus de toutes les autres considérations – écologiques, sociales, de droits humains –, et qui a fait la preuve de ses ravages, est progressivement en train de devenir une priorité pour les mouvements sociaux du monde entier, l'Amérique latine étant nettement en avance sur le reste du monde. Elle est évidemment combattue, bec et ongles, par les économistes libéraux. Elle est cependant abordée avec beaucoup de réticence par certains de leurs collègues se réclamant de la gauche, et encore plus de l'extrême gauche : ils craignent l'accusation, à leurs yeux infamante, de velléités « protectionnistes » en contradiction, croient-ils, avec leur posture globale « internationaliste » et anti-étatique.

Cette confusion intellectuelle et politique les conduit à dénoncer le libre-échange – et comment pourraient-ils faire autrement -, mais à ne pas s'avancer sérieusement sur le terrain des alternatives. Comme s'il n'y avait pas à protéger des acquis de civilisation, des biens publics mondiaux, des populations paysannes, etc., tous laminés par une mondialisation libérale dont le libre-échange est le credo central.

http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-08-02-omc
Le Monde diplomatique

2.- SUSPENSION DES NEGOCIATIONS A L'OMC : UNE OUVERTURE POUR L'INSTAURATION DE REGLES COMMERCIALES DEDIEES AU DEVELOPPEMENT ET AUX DROITS

A l'OMC, les négociations viennent d'être interrompues sine die.
Officiellement tout entier dédié "au développement", l'agenda de Doha n'aura pourtant jamais eu d'autre ambition que de parvenir à une libéralisation commerciale toujours plus grande. A aucun moment le contenu des accords n'a fait l'objet d'analyse d'impact en matière économique, écologique et social.
Les représentants des Etats ont négocié en fonction des intérêts prioritaires de leurs firmes multinationales, de leurs lobbies productivistes, plutôt que des impératifs d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres et du respect des droits économiques, sociaux et culturels de tous les citoyens.

L'Union européenne a énergiquement promu cette libéralisation tout en masquant l'agressivité de ses exigences derrière un discours de solidarité avec les pays en développement. Elle n'a eu de cesse de promouvoir la libéralisation des services, d'obtenir un assouplissement des conditions d'accès aux marchés non agricoles. Avec le soutien de la France, elle aura tout fait également

pour défendre un système agro-productiviste, destructeur de la paysannerie familiale d'Europe et du Sud. L'accès aux marchés du Sud grâce aux réductions drastiques des barrières tarifaires industrielles, ainsi que la conquête de nouvelles opportunités pour ses grandes firmes multinationales de services auront été ses premières priorités. La conquête de nouvelles opportunités pour ses grandes firmes multinationales de services aura été la première priorité.

L'absence d'accord dans le cadre du cycle de Doha est une bonne nouvelle : elle est révélatrice de l'impasse du modèle économique que promeut l'OMC depuis 1994. A nous maintenant d'en saisir l'opportunité pour conduire une remise en question profonde du modèle théorique associant mécaniquement croissance, commerce et développement, défendu par l'idéologie néo-libérale pour laquelle le libre-échange est le moteur essentiel.

Commission OMC-AGCS d'Attac France